

france

Le Parti socialiste écartelé entre Martine Aubry et Ségolène Royal

Le PS s'enfonce dans la crise après l'élection sur le fil du rasoir de Martine Aubry, rejetée par les partisans de Ségolène Royal qui menacent même de saisir la justice.



Martine Aubry vient d'apprendre qu'elle est élue à la tête du PS... avec 42 voix d'avance. (Photopqr/Le Parisien)

Au terme du vote des militants, la maire de Lille a devancé l'ex-candidate à la présidentielle de 42 voix, sur 134.784 suffrages exprimés, selon un décompte rendu public samedi à l'aube par la direction du PS à l'issue d'une folle nuit de rumeurs, coups de gueule et d'intox.

Avant même cette annonce, Ségolène Royal faisait savoir qu'elle ne « se laisserait pas

faire », exigeant un nouveau vote.

Martine Aubry a déclaré hier en fin de journée vouloir être « le premier secrétaire de tous les militants socialistes », dès que les résultats la plaçant en tête auront été validés par les instances du parti.

« C'est quand même très étrange de voir une candidate à une élection s'autoproclamer élue, alors même qu'il y a actuellement un certain nombre

de décomptes de voix qui sont en cours d'examen », a répliqué Ségolène Royal sur TFI.

Le conseil national se prononcera mardi

Au fil de la journée d'hier, des partisans des deux camps ont évoqué des tricheries ou des erreurs. Les contestations lancent « une polémique destinée à entacher ce scrutin », a estimé Christophe Borgel, mandataire de la motion de Martine Aubry, en appelant à attendre la « commission nationale de récolement » du PS.

Cette instance doit examiner l'ensemble des recours lundi. Elle les transmettra au Conseil national, le parlement du parti - où les partisans de Ségolène Royal ne « pèsent » que 29 % -, qui se réunit mardi soir et est censé trancher en dernière ins-



Ségolène Royal annonce qu'elle ne se tient pas pour battue. (AFP)

tance le résultat de l'élection. Cette procédure est toutefois elle-même susceptible d'être contestée. Manuel Valls et Jean-Pierre Mignard, lieutenants de Ségolène Royal, ont ainsi évoqué le recours à une médiation interne au parti, voire à la justice.

François Hollande a lancé un « appel à la responsabilité de chacun et au respect de nos procédures, du vote et de nos instances ». Et d'assurer, comme

une incantation, que « le risque n'est pas du tout de scission ou d'éclatement, mais de confusion ».

Ségolène Royal a souligné samedi soir son intention de ne pas quitter le PS. Mais pour le politologue Dominique Reynié, le PS va peut-être « entrer dans une crise dont il ne se relèvera pas ». Pour l'analyste, le parti, divisé en deux parts égales, est en tout cas « devenu ingouvernable ».

Martine Aubry : les 35 heures et la mairie de Lille

Agée de 58 ans, Lille Martine Aubry est une experte en questions sociales devenue une infatigable élue de terrain, qui a reconquis peu à peu un rôle central au sein du parti.

Son itinéraire au PS et au gouvernement - avec comme point d'orgue les trois années 1997-2000 à la tête d'un super-ministère social sous Lionel Jospin - lui a permis de cultiver une image sociale.

Alors qu'elle apparaissait au début de sa carrière comme une énarque proche des mi-

lieux patronaux (numéro deux de Pechiney en 1989-1991), la fille de Jacques Delors a ensuite été perçue comme la « mère des 35 heures », réforme mise en place en 1998 de façon conflictuelle avec la droite.

Appelée à Lille en 1995 par l'ex-Premier ministre Pierre Mauroy pour lui succéder en 2001, elle a imposé son style volontaire. Poursuivant l'œuvre de son prédécesseur, elle a apporté une vision nouvelle en misant sur le rayonnement culturel et le renouvellement urbain des quartiers populaires.

Ségolène Royal : l'indépendance revendiquée

Adhérente du PS depuis trente ans, Ségolène Royal, née en 1953 au Sénégal, est issue d'une famille catholique. Énarque comme Martine Aubry, elle prend des responsabilités à partir de 1993, secrétaire fédérale des Deux-Sèvres jusqu'en 1997, déléguée nationale (1995-1997) et membre du conseil national depuis 1997. Constamment réélue députée des Deux-Sèvres de 1988 à 2002, Ségolène Royal a occupé

trois ministères successifs dans les gouvernements Bérégovoy et Jospin, avant de devenir en 2004 présidente du conseil régional de Poitou-Charentes.

Facile gagnante de la primaire pour la présidentielle, elle assure en mars 2007 reprendre sa « liberté totale » dans la « dernière ligne droite » de la campagne, car elle est « en dialogue direct avec les Français ».

en bref

TRICHERIES ? Les soupçons des deux camps



Manuel Valls très tendu. (AFP)

« Il y a eu de la fraude », dit Manuel Valls. Les partisans de Ségolène Royal soupçonnent les fédérations du Nord et de Seine-Maritime, en raison du retard pris, selon eux, dans la transmission des résultats et de la moindre poussée de leur candidate que partout ailleurs. Les scrutateurs « royalistes » ont signé les PV, rétorque le camp Aubry. Un autre « royaliste », Julien Dray, a évoqué « beaucoup de PV non signés ». Des pro-Aubry ont pointé la forte augmentation de la participation en Guadeloupe, fortement pro-Royal, « le seul endroit où la participation a brutalement

augmenté après trois heures du matin », a-t-il ironisé.

MÉDIATION ? Commission de récolement ou jury intègre

Le PS doit réunir lundi matin sa « commission de récolement » pour examiner les recours nés du scrutin de vendredi. Cette commission représentant toutes les tendances établira un rapport, à partir duquel le conseil national (où les pro-Royal pèsent 30 %) tranchera mardi soir 25 novembre. Jean-Pierre Mignard, proche de Mme Royal, a suggéré un « jury de médiation, de conciliation » de « trois personnalités reconnues pour leur grande intégrité morale et leur compétence juridique ». Il a cité Robert Badinter. Il a évoqué aussi une saisine de la justice.

ERREUR ? 12 voix baladeuses en Moselle

La fédération PS de Moselle a indiqué samedi avoir attribué par erreur 12 voix à Martine Aubry, alors qu'elles étaient en fait destinées à Ségolène Royal. L'erreur proviendrait de la section de Talange qui,

par une inversion involontaire, a attribué 18 voix au lieu de 6 à la maire de Lille et 6 au lieu de 18 à l'ex-candidate à la présidentielle. Si la correction mosellane est enregistrée à Paris, l'écart national ne devrait plus être que de 18 voix au lieu de 42 (moins 12 sur le total de Mme Aubry, plus 12 sur celui de Mme Royal).

**GAGNANT ?
L'UMP peut se réjouir**
La victoire à l'arraché de Martine Aubry révèle une fracture au sein du premier parti d'opposition qui joue incontestablement en faveur de l'UMP à court terme, sinon jusqu'en 2012. Le PS est « un parti affaibli et coupé en deux, avec deux camps qui ne se respectent pas... pire, qui se haïssent ! » ainsi jugé samedi Frédéric Lefebvre, un des porte-parole du parti présidentiel. « Je salue le talent d'autodestruction du PS », a renchéri ironiquement son collègue Dominique Paillé, y voyant « une démonstration d'un art consommé de la volonté de disparaître ».